



**Syndicat National Unifié des Directeurs,  
Instituteurs et Professeurs des Ecoles,  
Psy-EN et AESH du 1<sup>er</sup> degré**

**SNUDI-FO**

**Parc de la Camusière  
18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin**

**Vous aussi, choisissez le **syndicat libre et indépendant** pour gagner sur les revendications :  
comme près de **550 adhérents, rejoignez-nous !****

**Le PPCR du gouvernement Macron, c'est :**

- le règne de l'arbitraire avec des appréciations injustifiées suite aux RDV de carrière qui peuvent pénaliser lourdement les personnels dans leur évolution de carrière ;
- la mise en place de l'accompagnement à tout va, condamnant les personnels à être « stagiaires à vie » ;
- l'exclusion de la majorité des collègues de la classe exceptionnelle (3ème grade que le PPCR a instauré) ;
- la suppression, pour la majorité des échelons, de la possibilité pour les personnels d'être promu au grand choix ou au choix.

Pour la classe normale

C'est la disparition de la possibilité d'avancer au grand choix : **la carrière est donc nivelée par le bas.**

Théoriquement, avant PPCR, un PE pouvait atteindre le 11ème échelon en 20 ans.

Aujourd'hui, il faut au minimum 24 ans qui sont réservés à 30 % de promouvables et il faut 26 ans pour tous les autres.

Pour la hors-classe

Ne sont plus promouvables à la hors classe que les PE de la classe normale qui ont atteint au moins 2 ans d'ancienneté dans le 9ème échelon (et ceux des 10ème et 11ème échelons). **Le nombre d'enseignants promouvables est ainsi environ divisé par 3.**

Pour la classe exceptionnelle

C'est uniquement l'appréciation du chef de service qui détermine ou non la promotion : « très favorable » et « défavorable » (doivent être motivés par un rapport) et « favorable ».

**Quant à l'acte 2 du PPCR, rappelez-vous, en 2024, le projet de loi Guerini, c'était :**

- la destruction du statut de fonctionnaire ;
- la suppression des catégories A, B et C ;
  - la création de « filières métiers » ;
  - la rémunération au mérite ;
- l'assouplissement des modalités de licenciement pour insuffisance professionnelle ;

**Ce projet de loi n'était, encore une fois, qu'un outil supplémentaire de mesures d'économies budgétaires sur le dos des agents afin de satisfaire les exigences du gouvernement Macron-Lecornu !**

**Face à ce gouvernement qui continue de s'en prendre à nos statuts et à notre pouvoir d'achat, le Snudi-FO 37 continue d'exiger, avec sa fédération, l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 10 % et le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat subie pendant les trop nombreuses années d'austérité écoulées.**

**Rejoignez les adhérentes et les adhérents de la FNEC-FP-FO 37 pour organiser la résistance collective à la politique gouvernementale !**

